

L'économie canadienne a besoin de nouveaux immigrants



Dans ses remarques du 19 juillet sur la politique d'immigration, le ministre Jason Kenney a reconnu que le Canada aurait besoin d'accueillir environ un million d'immigrants par année afin de maintenir la proportion actuelle entre la population active et le nombre de retraités. Invoquant un manque de ressources pour intégrer les nouveaux arrivants et des craintes qu'une accélération trop rapide du taux d'immigration mène à des protestations de la part des citoyens actuels, il a affirmé qu'un tel seuil d'immigration n'est pas possible.

Bien que les préoccupations du ministre soient légitimes, elles sont d'une importance mineure en comparaison de la réalité démographique. On prévoit que la proportion de Canadiens âgés de 60 ans ou plus passera d'environ

un cinquième à un tiers de la population d'ici 2020. La dette fédérale de 582 milliards de dollars s'accroît à un rythme de plus de 1400 \$ par seconde. Ce fardeau n'inclut pas la dette des gouvernements provinciaux ou le passif des régimes publics de retraite (le déficit actuariel du RPC atteint à lui seul les 748 milliards de dollars). Pour les Canadiens qui espèrent recevoir des prestations d'un régime public de retraite dans la prochaine décennie, la question ne devrait pas être « pouvons-nous intégrer un million d'immigrants par année? », mais « comment pouvons-nous le faire? ».

Quoique le fait d'accueillir quatre fois plus d'immigrants que le nombre actuel présente des défis logistiques, ceux-ci ne sont pas insurmontables. Un argument à l'encontre d'une hausse du

taux d'immigration veut que l'arrivée d'immigrants crée des pressions dans le marché immobilier. Les tenants de cette perspective présument que la quantité de logements est fixe et que les immigrants iront tous dans les marchés immobiliers les plus actifs. Il est vrai que les trois plus grandes villes canadiennes sont réfractaires depuis un certain temps à de nouveaux développements immobiliers, ce qui rend les logements dans ces marchés hors de prix pour plusieurs. Une approche plus favorable au développement immobilier sera cruciale afin que ces villes demeurent abordables.

Cependant, la question de l'immigration représente une formidable occasion non seulement pour les régions métropolitaines, mais pour les régions rurales également. Les régions rurales

du pays sont souvent riches en ressources, mais pauvres sur le plan démographique. Le cas le plus évident est celui de la Saskatchewan, qui souffre d'une pénurie de 10 000 travailleurs qualifiés. On y trouve une abondance de ressources, mais peu d'habitants. Le territoire de la Saskatchewan est deux fois plus grand que celui de l'Allemagne, mais il ne contient qu'environ 1 % de sa population. Ce n'est pas la place qui manque.

Les centres urbains moins peuplés offrent aussi comme avantage des logements moins dispendieux et nécessiteraient de nouvelles infrastructures moins coûteuses. Le Manitoba est un chef de file à l'échelle canadienne en matière d'immigration ciblée dans les centres urbains de moindre taille. Le Manitoba rural a accueilli près de 3200 immigrants en 2008 seulement et souhaite en attirer davantage. Les politiques d'immigration ont trop longtemps mis l'accent sur Toronto, Montréal et Vancouver. Un seuil élevé d'immigration rurale peut revitaliser des communautés, comme le Manitoba l'a montré.

On ne doit pas ignorer les coûts à court terme de l'immigration, comme la formation linguistique et les vérifications de sécurité. Il est raisonnable de demander aux nouveaux arrivants d'assumer l'intégralité du coût de leur intégration et le Canada devrait évaluer la possibilité de modifier son régime d'immigration pour s'assurer que l'accueil d'un nouvel immigrant n'impose pas un fardeau financier au reste du pays.

De plus, plutôt que de compter sur le régime d'immigration fédéral, le gouvernement canadien devrait acquiescer aux demandes des provinces qui souhaitent une hausse du nombre d'immigrants admis par l'entremise du programme de candidats des provinces. Ce programme attire les immigrants qui viennent au Canada pour combler des pénuries d'employés, de même que les immigrants entrepreneurs.

Le gouvernement fédéral a annoncé

qu'il augmenterait le quota de ce programme de 36.000 à 40.000 immigrants. Cette hausse est nettement insuffisante. Le programme de candidats des provinces aide les régions moins populaires à attirer des travailleurs et à revitaliser des communautés rurales ou des zones urbaines de moindre taille. Il garantit également que les participants pourront occuper un emploi lorsqu'ils arriveront au pays. Les communautés plus petites sont généralement plus aptes à accueillir et à intégrer les nouveaux arrivants. Si le gouvernement fédéral est préoccupé par les coûts de l'immigration – comme il devrait l'être –, il pourrait même réduire le taux d'immigration ordinaire et accroître vigoureusement l'importance du programme de candidats des provinces.

Peu importe la manière dont il s'y prend, le gouvernement fédéral doit s'assurer que nous comptons suffisamment de travailleurs afin d'alimenter la croissance économique du pays aux endroits où il en a besoin et afin de financer les prestations de retraite de la génération du baby-boom. Puisque des promesses ont été faites aux retraités, l'État doit trouver un moyen de les respecter.

La hausse du nombre de retraités par rapport au nombre de travailleurs impose déjà un lourd fardeau aux jeunes travailleurs qui devront financer le passif des régimes publics de retraite et rembourser la dette des administrations publiques. À moins de forcer les retraités à retourner au travail ou de revenir au taux de natalité précédant la Seconde Guerre mondiale, notre seule voie réaliste est de recourir à l'immigration pour contrer le déclin démographique. La seule autre option est d'adopter des compressions importantes dans les programmes sociaux, ce qui est peu probable considérant la réalité politique.

PAR STEVE LAFLEUR

Analyste de politiques publiques au
Frontier Centre for Public Policy.